

LA POLITIQUE KURDE DE LA TURQUIE EXPOSÉE PAR LE PRÉSIDENT ÖZAL

- *Évacuation progressive des villages et hameaux de la région kurde*
- *Dispersion des Kurdes et planification de leur émigration vers l'Ouest turc*
- *Intensification des efforts de l'État dans le domaine de la désinformation*
- *Carte blanche aux unités de contre-guérilla*
- *Développement économique dans quelques centres urbains*
- *Débat libre sur le problème*
- *Objectif final : ne plus avoir que de 2 à 3 millions de Kurdes dans la région d'ici 5 à 10 ans.*

Peu de temps avant sa mort subite, feu le Président Turgut Özal faisait parvenir une lettre ultra-secrète* au Premier ministre de l'époque, Süleyman Demirel, dans laquelle il dressait une liste de propositions pouvant éventuellement permettre de résoudre la question des activités subversives des Kurdes, qu'il considérait comme étant la menace la plus grave à laquelle la Turquie était confrontée.

INTRODUCTION

Dans le sud-est, nous avons à faire face au problème sans doute le plus important de toute l'histoire de la République. Avec sa cohorte de problèmes d'ordre politique, social et économique et d'actions terroristes sanguinaires, la «question kurde» dans le sud-est de la Turquie pose un problème toujours croissant. L'origine du problème remonte aux dernières années du règne ottoman. Durant les 15 années qui ont suivi la déclaration de la république, l'Etat a dû mater nombre de rebellions (de séparatistes kurdes). Il y eut du sang versé lorsque cela était nécessaire, et une partie de la population locale a dû émigrer vers l'ouest du pays.

Lorsqu'il fut mis fin à la politique de migration forcée à la suite de l'instauration de la démocratie en 1950, quelques-uns parmi ceux qui avaient dû émigrer

retournèrent chez eux. Mais à partir des années 60, il y eut un nouveau mouvement de la population locale vers l'ouest.

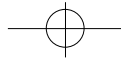
En l'absence de chiffres officiels précis, il est probable que 60% de ceux qui sont appelés des Kurdes vivent dans des régions situées à l'ouest d'Ankara. Étant donné que les migrations n'étaient pas planifiées, dans certaines provinces occidentales telles que Adana, Mersin, Izmir et Antalya nos citoyens kurdes sont concentrés dans certains districts.

SUGGESTIONS POUR TROUVER UNE SOLUTION

Le problème auquel nous faisons face dépasse de loin les seules dimensions du terrorisme. Nous devons dès lors impérativement envisager des solutions à court, moyen et long terme et adopter deux approches différentes, selon que nous avons affaire à la population locale ou aux terroristes.

SUGGESTIONS À COURT ET MOYEN TERME

En dépit du fait que nous disposions de renseignements quant aux causes du problème, aucune analyse poussée n'a encore été faite. Afin d'augmenter l'efficacité de la politique que nous avons suivie, nous devons étayer notre lutte contre le terrorisme par des



analyses détaillées conduites par des chercheurs aussi bien étrangers que turcs. Il faut constituer des groupes de recherche le plus rapidement possible, qui auront pour objectif d'étudier les aspects socio-économiques et psychologiques de la question. Des sondages devront être effectués dans l'opinion publique afin d'améliorer la compréhension du problème. Ces groupes de recherche devront comprendre des scientifiques, des fonctionnaires, des statisticiens, des militaires et autres experts spécialisés dans cette question.

- Il ne faut pas oublier qu'en raison des mesures militaires qui ont été prises afin de mettre fin aux activités terroristes, la population du sud-est a été soumise à des traitements très durs et que, par voie de conséquence, elle se sent de plus en plus aliénée. Si des erreurs ont été commises au cours de notre combat contre le terrorisme, il faut en discuter franchement et chercher des solutions réalistes.

- Il faut procéder à une refonte totale du système de formation des forces de sécurité. Ceci doit s'accompagner d'une modernisation de leur équipement et des méthodes utilisées pour combattre le terrorisme. Ces forces ont besoin d'une formation complémentaire dans le domaine des «relations publiques».

- En commençant par les zones les plus troublées, il faut procéder à l'évacuation progressive des villages et des hameaux de la région. Avec l'implantation dans la partie occidentale du pays de ce groupe de sympathisants du PKK (Parti des Travailleurs kurdes, déclaré illégal) dont le nombre ne dépasse pas les 150 à 200.000, leur niveau de vie augmentera et le PKK aura perdu son soutien logistique. Les offres d'emploi doivent être réservées prioritairement à ce groupe.

- Avec l'évacuation de l'habitat des montagnes, on isolera l'organisation terroriste du PKK. Les forces de sécurité doivent immédiatement occuper ces régions et les mettre sous leur contrôle totale. Afin d'empêcher le retour des habitants dans ces régions, la construction d'un grand nombre de barrages dans des endroits appropriés offre une alternative.

- Il est impératif que des équipes spécialisées patrouillent les routes principales de la région 24h sur 24. Des patrouilles doivent être effectuées de jour par des hélicoptères, de nuit par des véhicules blindés équipés pour la vision nocturne. Il est urgent de procéder à une refonte totale des réseaux de sécurité dans la région. Il

faut que le personnel de sécurité constitue une force qui, de défensive, deviendra offensive.

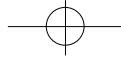
- L'acquisition de 20 hélicoptères Cobra et de 20 à 30 Sikorsky pour les forces de sécurité déployées dans la région permettra de créer une force mobile qui sera à même de répliquer à plusieurs incidents survenant simultanément. La restructuration des services de renseignements opérant dans le sud-est est une priorité absolue, afin de suppléer au manque de renseignements suffisants sur les projets du PKK. Il faut arriver à une coordination efficace et immédiate entre l'Organisation nationale de renseignements (MIT), le commandement du service de renseignements de la gendarmerie, les forces armées et la police.

- Une force spéciale de 40 à 50.000 hommes, formée d'unités hautement spécialisées ayant au moins une année d'entraînement derrière elles, devra être constituée pour combattre le PKK. Elle devront être rémunérées de manière satisfaisante. Si les circonstances l'exigent, les commandants de ces unités auront carte blanche pour prendre les initiatives qu'ils jugeront nécessaires. Cette force spéciale ne doit pas être une force défensive, mais une force qui poursuivra et attaquera les terroristes. Bien entendu, elles doivent rester en contact avec les autres unités déployées dans la région et coopérer avec elles. Les unités régulières de l'armée permanente ne doivent être utilisées que pour des tâches de routine telles que les vérifications et contrôles de sécurité.

- Le commerce frontalier, qui représente une importante source de revenus pour la population locale, doit être libre. Il est nécessaire d'ouvrir de nouveaux postes de frontière avec la Syrie et de rouvrir ceux qui avaient été fermés. Une amélioration dans le commerce frontalier offrirait de nouvelles perspectives aux habitants de la région et rendrait la vie plus facile au moins à certains d'entre eux.

- Afin de couper le soutien logistique aux PKK, il faut essayer de gagner la population locale à la cause de l'Etat. Il faut encourager les habitants de villages et des hameaux au fond des montagnes à aller s'installer dans des endroits plus peuplés.

- Eu égard à la tendance des habitants de la région d'émigrer vers l'ouest du pays, il est probable qu'il n'y aura plus à l'avenir que 2 à 3 millions de gens à vivre dans cette région. Mais si ces déplacements de population ne sont pas planifiés, il est à craindre que seuls les gens relativement aisés émigreront, laissant les



pauvres sur place. Alors cette région deviendra un terrain propice à une anarchie croissante. Il faut dès lors que l'Etat planifie l'émigration. Il est indispensable que cette émigration soit planifiée, équilibrée, composée de représentants de toutes les couches de la société et qu'elle soit canalisée vers des endroits prédéterminés dans l'ouest du pays.

- En dehors de ses activités terroristes, le PKK s'emploie à diffuser une large propagande très efficace visant à intimider la population et à la soumettre à un lavage de cerveau permanent afin de la gagner à sa cause. Il est absolument indispensable d'y répondre par une contre-propagande visant à renforcer le soutien local à l'Etat, à remonter le moral des gens et à rectifier toute désinformation.

- En conséquence, il est impératif que des efforts soient faits tout particulièrement pour informer le public et la communauté internationale de la vraie nature des événements et de leur développement. A ces fins, il est nécessaire de mettre sur pied une équipe d'experts travaillant à créer un climat favorable dans l'opinion publique. Il nous faudra dès lors élargir le champ de nos activités et intensifier nos efforts dans le domaine des déclarations à la presse, des «fuites» et, si nécessaire, de la propagation d'éléments de «désinformation».

- Il est d'une importance vitale que les déclarations à la presse concernant le combat des forces de sécurité contre le terroristes soient calculées avec le plus grand soin. Il faut éviter tout reportage, écrit ou en image, que le PKK pourrait utiliser afin de se faire passer pour une organisation «héroïque ou innocente».

SUGGESTIONS À MOYEN OU LONG TERME

- Des villes comme Adiyaman, Diyarbakir, Urfa, Mardin, Siirt, Elazig, Malatya, Erzinçan, Erzurum, Kars, Ardahan et Iğdir doivent devenir des centres d'attraction pour la population locale actuellement installée à la campagne. Des offres alléchantes devront être faites aux investisseurs potentiels. Cela facilitera l'évacuation des campagnes.

- Il faudra également encourager le secteur privé à investir dans la région. L'impôt sur les sociétés devra être supprimé sur une longue période. Il faudra diminuer l'impôt sur le revenu des habitants et baisser le prix de l'électricité.

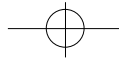
- Il faudra débattre librement de ce problème, d'une manière non partisane et sans préjugés. Seule la discussion permettra d'éclaircir le problème, d'en connaître tous les détails et de savoir qui a tort et qui a raison, et donc de nous rapprocher de la vérité. Refuser le débat, tenter de cacher la vérité, ne résoudra pas le problème. Bien au contraire, une telle approche erronée ne servirait qu'à aggraver le chaos.

CONCLUSION

A condition de ne pas commettre d'erreurs et de n'entreprendre aucune action inconsidérée ou inutilement précipitée, l'incendie dans le sud-ouest s'éteindra d'ici 5 à 10 ans. Le sentiment national s'affaiblira et les investissements étrangers diminueront (car le feu a sans aucun doute été allumé par des puissances étrangères pour empêcher la Turquie d'utiliser cette occasion historique d'atteindre le but qu'elle s'était fixée de devenir une grande et puissante nation). Les fonctionnaires de l'Etat ne doivent pas projeter une image qui montrerait la Turquie sous les traits d'un pays effrayé et intimidé par le terrorisme. Il s'agit de montrer au reste du monde que l'Etat turc est capable de régler cette question et qu'il n'éprouve pas la moindre crainte ni hésitation vis-à-vis du terrorisme.

Il appartient dès lors à tous les représentants de la presse, de faire la différence entre des terroristes et la population locale et de les traiter en conséquence, afin de sauvegarder notre appareil étatique unitaire et d'éliminer le terrorisme en prenant les mesures susmentionnées.

* Traduit du texte anglais paru dans le *Turkish Daily News* du 16 novembre 1993. (Bulletin de l'Institut kurde de Paris, n° 104, p. 79-81, novembre 1993)



Plaidoyer de Yachar Kemal

LE TORT D'ÊTRE KURDE EN TURQUIE

Plaidoyer

Le 13 janvier dernier, la Cour de sûreté d'Istanbul ordonnait une enquête judiciaire à l'encontre de l'écrivain turc Yachar Kemal. Le 23, elle décidait d'ouvrir un procès. Le motif ? L'article paru dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* que nous publions ici. Dans ce texte, le romancier dénonce la répression d'Ankara contre la minorité kurde et s'insurge contre un régime pourtant désireux de s'intégrer à l'Europe démocratique. Selon la loi antiterroriste turque, le délit de "propagande séparatiste" est passible d'une peine de deux à cinq ans de prison et d'une lourde amende.

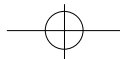


Né en 1923 près d'Adana, Kemal Sadik Gözçeli, dit Yachar Kemal, est devenu célèbre, en 1955, avec la publication de son premier roman, *Mémed le Mince*. Depuis, ses œuvres ont été traduites

en plus de trente langues*. Homme de gauche, il a payé son engagement et sa dénonciation de la situation sociale en Turquie par un séjour en prison au lendemain du putsch militaire de mars 1971. La presse turque a abondamment commenté les poursuites dont il est aujourd'hui menacé.

26 janvier- 1^{er} février 1995





Plaidoyer de Yachar Kemal

Yachar Kemal contre la répression

*“Décuple ta cruauté pour précipiter ton déclin”
(Proverbe anatolie)*



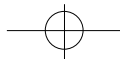
Scène de la vie quotidienne Le 17 janvier dernier à Sirnak, au sud-est de la Turquie, la population manifeste ; les chars avancent dans les rues. De par la volonté d'Ankara, une guérilla devient peu à peu une guerre civile.

C

**YACHAR KEMAL
DER SPIEGEL
HAMBURG**

est peut-être la première fois dans l'Histoire qu'un siècle porte un nom avant même d'avoir commencé : le XXI^e siècle sera le siècle des Droits de l'homme. Car, au cours de ce siècle finissant, les progrès accomplis en ce domaine ne peuvent nous satisfaire. Pis encore, au seuil du XXI^e siècle, de nombreux indices donnent à penser que nous avons fait demi-tour en cours de route et que nous sommes en train de rebrousser chemin. Depuis sa fondation – le 29 octobre 1923 – jusqu'à

aujourd'hui, la République turque est devenue un insupportable système de contraintes et de brutalités. Elle a cherché à dissimuler cette évolution aux yeux de l'humanité, avec tout l'art oriental de la mascarade et du double discours. La République turque a imposé une telle tyrannie à la population de l'Anatolie [Turquie d'Asie] que celle-ci n'aspire qu'à retrouver le système autocratique de l'ancien Empire ottoman. Jusqu'à l'introduction du système multipartite, en 1946, il n'est pas un seul villageois – pas une fille, pas une femme, pas un Kurde, Turc ou Laze [peuple du Caucase] – qui n'ait eu à goûter de la matraque du gendarme. Comme un ouragan balayant tout sur son passage, le pouvoir républicain a soufflé vio-



Plaidoyer de Yachar Kemal

lemment sur l'Anatolie. Comment la population de Turquie a-t-elle pu supporter autant de brutalités et de tortures, autant de pauvreté et de famine pendant plus de soixante-dix ans ? Cela tient du miracle. Instauration d'un tel régime d'oppression dans un pays situé à la lisière de l'Europe n'a pas été une entreprise facile, mais l'État turc a réussi ce tour de force. Les citoyens en paient le prix exorbitant – ils paient de leur dignité humaine.

Notre peuple n'a-t-il aucune part de responsabilité dans cet état de fait ? Evidemment, il n'est pas complètement innocent. Mais où la population aurait-elle pu trouver la force de résister à la terrifiante domination de la République, après avoir été, pendant un millénaire, opprimée, piétinée, torturée ; après avoir été, pendant un millénaire, projetée d'une guerre dans l'autre ? N'oublions pas que des centaines de Kuyucu Murat Pacha** ont marché sur l'Anatolie, chacun d'eux étant d'un "calibre" dix fois supérieur à Gengis Khan.

En 1946, la Turquie a adopté le système multipartite et, en 1950, le Parti démocrate a pris le pouvoir des mains du Parti républicain du peuple, qui, jusque-là, avait exercé une domination tyrannique. C'était là un nouveau miracle accompli par une population asservie et dépossédée de ses droits.

Les fondateurs du Parti démocrate venaient cependant des hautes sphères du Parti républicain du peuple. Pour eux, le mot démocratie n'était qu'un rideau noir opaque derrière lequel ils se cachaient. Et c'est avec ce "mensonge démocratique" que la Turquie s'est ouvert la porte du Conseil de l'Europe et celle de l'OTAN. L'Europe s'est-elle laissée abuser par ce mensonge ? Loin de là. Mais les démocraties occidentales avaient besoin d'alliés contre l'Union soviétique – et c'est ainsi qu'elles ont, en toute connaissance de cause, accepté la Turquie dans leurs rangs.

Cependant, il s'est produit par la suite une chose inattendue : alors que le peuple turc végétait, paralysé par des décennies d'oppression, la résistance – hésitante et timide – a commencé à se développer au sein du peuple kurde. Car ce fut le peuple kurde qui, pendant cette période de domination autoritaire, eut à subir l'oppression la plus brutale. Il souffrit de la faim, fut écrasé par la pauvreté et livré aux massacres ethniques. Sa langue fut officiellement interdite. On dénia aux Kurdes leur identité en leur donnant le nom de "Turcs des montagnes" et, tous les dix ou quinze ans, on les poussa à fuir aux quatre coins de l'Anatolie.

Dogan Güres,
chef d'état-major,
a déclaré :
"Pour prendre
les poissons, il faut
assécher l'étang."
Et Tansu Çiller, notre
Premier ministre,
s'est écriée :
"L'opération sera
menée jusqu'à sa fin !"

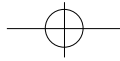
Au fur et à mesure que s'intensifiait la résistance kurde, qui déboucha finalement sur un conflit armé, la machine répressive révéla son véritable – et terrifiant – visage. On commença d'abord par abuser la population en menant une incroyable campagne de propagande. Car, sans duper la population turque, la résistance kurde ne pouvait être brisée. C'est ainsi que débuta une vaste

opération d'intoxication : les Kurdes voulaient, disait-on avec force, émotion et suprême raffinement, diviser la patrie et fonder un État kurde indépendant. Ensuite, les obsèques de soldats turcs, morts sous de violentes attaques des Kurdes, furent mises en scène avec de tels excès que l'on pouvait en arriver à croire que chaque Turc n'avait d'autre choix que celui de tuer le premier Kurde venu.

Par chance, les Kurdes et les Turcs se connaissaient suffisamment depuis des siècles pour que tous les efforts du gouvernement

* Plusieurs romans de Yachar Kemal ont été publiés aux éditions Gallimard, parmi lesquels *Mémé le Faucon*, *le Pilier* et *Terre de fer, ciel de cuivre*, qui, tout comme ses poèmes, évoquent les paysans d'Anatolie.

** Kuyucu Murat Pacha, mort en 1611, grand vizir ottoman et général d'armée, a fait massacrer les insurgés dans les monts du Taurus, puis a fait jeter leurs cadavres dans des puits.



Plaidoyer de Yachar Kemal

visant à déchaîner les haines entre les deux populations échouent. Le président Demirel et les autres membres du gouvernement ne prononcent pas deux phrases sans affirmer : *"Personne ne nous prendra jamais le moindre caillou, la moindre poignée de terre de notre pays."* Mais qui a jamais demandé un caillou ? Qui a jamais voulu une poignée de terre ? Autant que je le sache, il n'y a en Turquie qu'une minorité de Kurdes à vouloir un Etat indépendant. Et, s'ils avaient revendiqué l'indépendance, ne serait-ce pas leur droit ? Car, selon toutes les Déclarations des droits de l'homme, chaque peuple a le droit de prendre en main son propre destin.

Désormais, la Turquie connaît la guerre la plus vile qu'on puisse imaginer. La force des meilleurs écrivains ne suffit pas à la décrire. Pour mettre rapidement un terme aux soulèvements, la République turque a créé un *"système de protection des villages"*, avec un type de milice comparable à celui instauré par l'armée américaine au Vietnam.

Une milice de 50 000 hommes a été mise sur pied, en plus d'une unité spéciale de 12 000 hommes. Par-dessus le marché, l'Etat a mobilisé une armée de 300 000 soldats contre les Kurdes. Personne ne sait ce qui a pu encore être mobilisé par ailleurs. Mais le pire était sans doute que les forces armées turques organisaient la contre-guérilla.

Dans les montagnes, les partisans kurdes ont commencé à tuer les miliciens, et les miliciens à tuer les partisans. Les partisans sont venus assaillir les miliciens jusque dans leurs maisons et les ont abattus avec femmes et enfants. Et les miliciens ont de la même façon exécuté les partisans en même temps que leurs proches. Quand la guérilla frappait, elle accusait l'Etat de ses crimes ; quand l'Etat tuait, il accusait la guérilla.

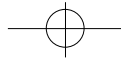
Puis est apparu un général qui a dit : *"Donnez-m'en l'autorisation, et je ne laisserai pas deux pierres debout, pas une tête sur un corps dans l'est de l'Anatolie."* Le chef d'état-major, Dogan Güres, a déclaré : *"Pour prendre les poissons, il faut assécher l'étang."* Et notre femme Premier ministre, Tansu Çiller, s'est écriée au Parlement : *"L'opération sera menée jusqu'à sa fin !"* Même les Allemands – pourtant les mieux placés pour saisir la portée profonde de ces propos – n'ont guère sourcillé.

d'Atatürk. Très rapidement, de l'avis même de nombreux commentateurs turcs, elle se lance dans une *"funeste alliance"* avec l'armée. M^{me} Çiller a noué d'étroites relations avec le chef de l'état-major, Dogan Güres, qui ont profondément irrité beaucoup de démocrates. Jusqu'à son départ en retraite l'automne dernier, c'est le général Güres qui a apporté le plus fort soutien politique au Premier ministre, lorsqu'elle s'est trouvée sous les feux croisés de la contestation.

A l'arrière-plan, le pouvoir et l'influence des officiers se sont de nouveau renforcés. M^{me} Çiller a laissé le champ libre aux forces armées, notamment pour ce qui est de la question kurde. A son avènement, elle avait promis d'*"embrasser"* les 12 millions de Kurdes *"avec l'amour d'une mère"*, de faire la différence entre la guérilla du PKK et le peuple. Depuis, un plan d'autonomie sur le modèle du Pays basque en Espagne a fini dans les tiroirs, tout comme un programme de développement, avorté, destiné à combattre l'effroyable paupvreté dans le Sud-Est anatolien. M^{me} Çiller s'est ralliée aux nationalistes ultras au sein de l'armée.

Ceux-ci ne voient dans la question kurde qu'un *"problème de terreur"*, qui ne se résoudra que par la force. Le chef du gouvernement a donc fait marche arrière sur toutes les timides tentatives d'ouverture. Les associations culturelles et les journaux kurdes sont interdits. Avec une grande fierté, M^{me} Çiller a déclaré l'an dernier qu'elle avait évacué du Parlement *"d'un coup de pied"* les députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP), qu'elle a ensuite interdit. Depuis, cinq d'entre eux ont été condamnés pour *"séparatisme"* à des peines allant jusqu'à quinze ans de prison.

Les promesses de garantir davantage de liberté aux citoyens ont été oubliées, les entorses aux droits de l'homme se sont multipliées sous son régime à un degré jamais connu sous aucun gouvernement civil précédent. Sur les questions sécuritaires et à l'égard des Kurdes, M^{me} Çiller a perdu toute influence. Son manque de vision politique, sa faiblesse en tant que leader et, en partie aussi, les profondes dissensions qui déchirent son parti promettent à la Turquie, secouée par les crises, un avenir peu stable. ●



Et si Atatürk avait été un général kurde ?

ATAKÜRT *

Editorial d'Ahmet Altan

Ahmet Altan était un des plus brillants éditorialistes de *Milliyet*, l'un des plus grands quotidiens turcs... jusqu'au 17 avril 1995. Ce jour-là, le journal publie sous sa signature l'article reproduit ci-après. Sous le titre «*Atakürt*», Ahmet Altan livre à ses lecteurs un pastiche iconoclaste et féroce de l'histoire officielle du pays. A la suite de cette publication, il est licencié, officiellement sacrifié sur l'autel des réactions «indignées» de lecteurs. Le 24 avril, une enquête est ouverte par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul en vertu de l'article 312 du Code Pénal. Accusé d'«incitation à la haine raciale» il a été condamné, le 18 octobre à 20 mois de prison avec sursis. Commentaire de M. Altan : «*dans ce pays il y a encore des journalistes libres mais les patrons de presse, eux, ne sont pas libres*».

Si Mustafa Kemal, pacha ottoman, était né à Mossoul et non à Salonique, s'il avait donné le nom de "république de Kurdie" (Kürdiye Cumhuriyeti) à l'Etat né de la lutte commune des Turcs et des Kurdes dont il fut le guide, s'il avait reçu du Parlement le nom d'Atakürt...

Si on nous disait Kurdes, parce que tous les citoyens de la république de Kurdie sont des "Kurdes", s'il y avait accrochés au mur de Taksim, Kadiköy, Kizilay, des pancartes avec l'inscription "Heureux celui qui peut se dire Kurde"...

Si en Kurdie (Kürdiye) il était affirmé que les Turcs n'existent pas, que ces soi-disant Turcs sont tout simplement des Kurdes, si on affirmait que tous ceux qui se prennent pour des Turcs sont en fait des "Kurdes des mers" (Deniz Kürdi)...

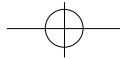
Si nous devons apprendre à l'école que les Kurdes ont 7000 ans d'histoire derrière eux, qu'ils sont les seuls vrais possesseurs de l'Anatolie, qu'en vérité les Mongols, les Huns, les Etrusques doivent être considérés comme leurs ancêtres, et que les pachas kurdes étaient les plus grands héros de l'Empire ottoman...

S'il était interdit de porter les noms de Téoman, Cengiz, Attila ou Osman, s'il était obligatoire de prendre pour nom Berfin, Biruj, Tiruj ou Nevruz...

Si la création d'une télévision turque était interdite, et si tous les programmes de télévision étaient en langue kurde...

Si nous étions obligés d'écrire nos romans, nos contes, nos poèmes en kurde, si nous ne pouvions écouter que des chansons kurdes et si nous devons publier nos journaux en kurde...

Si, à l'école, les leçons scolaires étaient seulement données en



Et si Atatürk avait été un général kurde ?

Si la police à Istanbul, Ankara, Izmir et Bursa ne cessaient de nous persécuter, si les "unités spéciales" nous accusaient d'être des "séparatistes", d'essayer de diviser la "république de Kurdie" et nous traitaient comme des "coupables", si nous pouvions être offensés par le seul fait que nous sommes des Turcs...

Si après le coup d'Etat du 12 septembre, l'ensemble de la population de la Turquie occidentale avait été jetée en prison, si elle avait dû subir des tortures incroyables, être entassée dans des cellules où on s'enfonçait dans la boue jusqu'au cou, si ses organes internes avaient été abîmés par des jets d'eau à haute pression, si des chiens enragés lui avaient déchiré les jambes...

Si on avait fouillé nos maisons, sous le prétexte que nous avons soutenu les "terroristes turcs" séparatistes, si ensuite nos maisons avaient été détruites, si nous avons dû nous réfugier à Diyarbakir et à Hakkari, sans pouvoir emporter nos biens, et si nous avons dû vivre sous la tente...

Aurions-nous supporté cela ? Aurions-nous accepté de prendre des déclarations comme : "Citoyens de la république de Kurdie, vous êtes tous kurdes. Pourquoi mettez-vous toujours en avant le séparatisme turc. Si vous voulez, vous pouvez même devenir Premier ministre" comme le signe d'une véritable égalité ? Ou bien aurions-nous exigé avec acharnement la reconnaissance par cet Etat de l'égalité des droits pour notre identité, notre langue, notre culture turque ?

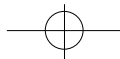
Ce pays compte des ressortissants turcs et kurdes, mais l'histoire a emprunté la "voie turque" et aujourd'hui nous demandons aux Kurdes de se satisfaire de ce que nous aurions probablement rejeté en tant que "Turcs". Cette prétention nous a conduit à l'explosion et a conduit le pays d'abord vers le terrorisme puis vers la guerre civile.

Si certains se disent persuadés que seule la démocratie et la reconnaissance de l'identité kurde permettront de trouver une solution, nos cercles dirigeants posent toujours la même question : quelle est la solution démocratique ? Qu'est-ce que l'identité kurde ?

Etre démocrate, c'est avant tout écouter les revendications des Kurdes, des revendications qui auraient été les nôtres si nous avions vécu dans une république de Kurdie.

Cela vaut-il la peine de verser tant de sang pour que ceux que nous considérons comme assimilés ne puissent avoir accès à ce qui nous est naturel ? Cela vaut-il la peine de conduire le pays au bord du gouffre pour cela ? Si vous pensez que cela ne vaut pas la peine, vous êtes démocrates.

* Cette traduction française de l'article d'A. Altan a d'abord paru dans le livre «*Paroles Interdites*» publié par *Reporters sans Frontières, Paris, juin 1995.*



La politique de terre brûlée au Kurdistan

Libération — 7 décembre 1993

Lice, ville kurde interdite

PAR ISMAIL BESIKCI *

Ismail Besikci, emprisonné dans la petite ville d'Iskilip depuis le 13 novembre, risque 115 années de prison pour une quarantaine de délits d'opinion. Il a déjà passé plus de douze ans dans les prisons turques sous les régimes militaires pour « atteinte à l'unité nationale » et « insulte à la mémoire de Mustafa Kemal ».

Les opérations lancées le 22 octobre à Lice (ville kurde de Turquie) par l'Etat turc ont le mérite de mieux faire comprendre le système de souveraineté turc. Ces opérations initiées au prétexte que « les terroristes ont tué un général » ont duré cinq à six jours. Dès le début de ces opérations, l'accès à Lice a été interdit, toutes les lignes téléphoniques coupées, la ville a été complètement isolée des bourgades et villages des alentours.

La méthode avait déjà été utilisée à Simak, Çukurca, Varto, Kulp, Yüksekova, Dogubeyazit, etc. (villes kurdes totalement ou partiellement détruites par l'armée turque depuis 1992). Les forces étatiques interdisent l'accès à ces agglomérations, et en deux ou trois jours d'opérations les incendient et les détruisent. Des armes de guerre comme des chars, des canons, des obus, des hélicoptères sont utilisées avec une grande efficacité. Les forces de sécurité présentent toujours ce genre d'opérations comme « des affrontements avec le PKK ». (...)

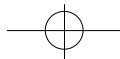
Dans la mort du général Bahtiyar Aydin, deux points méritent réflexion et analyse. Le premier est que dès l'annonce de cette mort, le PKK a publié un communiqué affirmant: « Nous n'avons pas tué le général et aucune unité de guérilla n'est rentrée à Lice le 22 octobre selon Cemil Bayik, l'un des commandants de l'ARGK (Armée de libération nationale du Kurdistan, branche militaire du PKK), c'est l'Etat qui a tué le général. Le deuxième point est la déclaration faite par le président de la République, Suleyman Demirel, le 22 octobre à la télévision nationale. Demirel affirme que le général Bahtiyar Aydin a été tué par une balle accidentelle. La presse turque n'a fait aucune investigation sur ces déclarations; elle les a même soigneusement écartées, ignorées. Même le président de la République, qui apporte pourtant un soutien ferme à la terreur de l'Etat, a par sa déclaration pris le soin de ne pas établir de lien entre les opérations de Lice et la mort du général.

En analysant l'escalade de la terreur d'Etat à Lice, il faudrait aussi retenir le fait qu'au cours de ces jours les parlementaires n'ont pas été autorisés à entrer dans Lice. Pendant les opérations, le président général du Parti républicain du peuple (CHP, opposition du centre-gauche), Deniz Baykal se trouvait à Diyarbakir (capitale kurde située à environ

70 km de la ville de Lice). Le 23 octobre, la délégation du CHP se met en route pour Lice. Elle veut mener sa propre enquête sur ce qui s'est passé. Elle est accompagnée de journalistes. A 25 km de Lice, la délégation est arrêtée par les forces de sécurité qui lui indiquent que l'accès à la ville est interdit. Une discussion s'engage alors entre la délégation et les responsables militaires. Ces derniers finissent par consentir à laisser passer Deniz Baykal et les parlementaires de son parti, à condition que les journalistes ne les accompagnent pas. (...) Mais à 7 ou 8 km de Lice, l'autobus de la délégation est à nouveau arrêté. Les militaires refusent à la délégation du CHP l'autorisation d'entrer à Lice. Le président général du CHP, Deniz Baykal, déclare à ce sujet: « Le ministre a donné des ordres, mais les sous-officiers et les gendarmes nous ont dit qu'ils ne nous laisseraient pas y aller. Malheureusement, la parole du gouvernement n'a pas cours là-bas... il a dû se passer des choses qu'ils ne souhaitaient pas que l'on voie... » (Salah, 24 octobre 1993).

Une semaine après l'escalade de la terreur à Lice, le Premier ministre Tansu Çiller a voulu se rendre sur place pour voir elle-même ce qui s'y est passé. Les milieux influents n'ont pas autorisé le Premier ministre à se rendre à Lice pour s'informer directement sur les événements. « Le président de la République rend visite à Kars (NDT, ville kurde située à environ 400 km au nord de Lice), si vous voulez, vous pouvez l'y accompagner », lui a-t-on dit. On a indiqué au Premier ministre qu'elle pourrait se rendre à Lice dans 15 à 20 jours (Hünyet 30 octobre 1993).

Le fait que le Premier ministre n'ait pas été autorisée à se rendre à Lice apparaît comme un troisième élément important dans l'analyse des événements de Lice et de la terreur d'Etat. Si une délégation du CHP incluant des parlementaires n'a pas été autorisée à aller à Lice, si le Premier ministre est empêchée de s'y rendre, il est évident que des choses effroyables, dont on ne veut pas à qu'elles soient vues, s'y sont produites. Les forces de l'Etat ont utilisé des armes lourdes comme des chars et des canons, des bombardiers, des hélicoptères, des blindés, des panzers pour détruire et brûler Lice. Les commerces ont été pillés, les biens, l'argent et les bijoux des habitants confisqués. Les maisons ont été incendiées, les provisions alimentaires détruites. Le nombre de morts dépasse très largement les



La politique de «terre brûlée» au Kurdistan

chiffres officiels. En interdisant l'accès à Lice, en coupant les communications téléphoniques, en empêchant les journalistes et les parlementaires de s'y rendre, on a voulu tenir l'opinion publique dans l'ignorance de ce qui s'est passé. S'il s'était agi d'une attaque du PKK contre des familles des protecteurs de village (la milice pro-gouvernementale), au lieu d'interdire l'accès, on aurait spécialement convoqué les journalistes, on les aurait conduits chez les victimes pour qu'ils les photographient, recueillent leur témoignage.

Tout cela a un rapport étroit avec le système de souveraineté turc. Dans la politique turque, les partis politiques, le gouvernement, l'Assemblée nationale ne pèsent d'aucun poids. Cela est tout à fait clair sur la question du Kurdistan. Dans l'appréhension de la question kurde, dans la définition des politiques visant à trouver des solutions à cette question, la plus importante force est le Conseil national de sécurité (qui réunit autour du président de la République, le Premier ministre, les ministres de la Défense et des Affaires

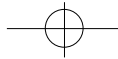
On a voulu tenir l'opinion publique dans l'ignorance de ce qui s'est passé dans la ville kurde de Lice. Ce point de vue sur l'attitude du pouvoir turc face à la destruction par l'armée de la ville est paru dans le quotidien «Ozgür Gündem» du 19 novembre. Le lendemain le journal était suspendu pour une période de quinze jours.

étrangères et les principaux chefs de l'armée). Face au poids déterminant du Conseil national de sécurité, les partis politiques, le gouvernement, l'Assemblée nationale n'ont aucun poids réel. Cela signifie que les institutions issues du suffrage populaire ne pèsent guère face aux organismes nommés. (...)

Lorsque le Premier ministre Tansu Çiller évoque la télévision en kurde ou les cours de kurde optionnels, le leader de l'Anap (NDT, Parti de la mère patrie, principale formation de l'opposition), Mesut Yilmaz, dans sa réaction à ces propositions, montre d'une façon claire quel est le centre qui détermine et oriente la politique turque. Mesut Yilmaz demande au Premier ministre: «Avez-vous discuté de cette opinion, de cette proposition au Conseil national de sécurité?»

Les propositions du Premier ministre sur «la télévision kurde» et «les cours optionnels de kurde» ont rencontré une vive réaction de la part du Conseil national de sécurité et de la presse servant de porte-voix aux vues du Conseil. Le Premier ministre a dû retirer ses propositions. Sa proposition de «modèle basque» (NDT, pour résoudre le problème kurde en Turquie) a subi le même sort. Les soldats refusent d'appliquer les ordres d'un ministre d'Etat. Le Premier ministre ne possède pas assez de volonté politique pour se rendre à Lice quand elle veut. Il serait important d'observer l'attitude que va adopter désormais le Premier ministre.(...)

* Sociologue turc.



L'usage des armes occidentales contre les civils kurdes

Human Rights Watch
1522 K Street, NW #910
Washington D.C. 20036
Telephone (202) 371-6592
Facsimile (202) 371-0124
E-mail: hrwde@hrw.org

L'usage des armes occidentales contre les civils kurdes

ARMS PROJECT
Joost R. Hiltermann
Director

arms
project

Stephen D. Goose
Program Director

FOR RELEASE 2 AM EST TUESDAY, NOVEMBER 21, 1995

Ann Peters
Research Associate

FOR FURTHER INFORMATION:

Kathleen Bleakley
Ernst Jan Hogendoorn
Research Assistants

Steve Goose (202) 371-6592 ext. 132
(703) 373-3360 (home)
Susan Osnos (212) 972-8400 ext. 216
(203) 622-0472 (home)

Selamawit Demeke
Associate

**HUMAN RIGHTS WATCH CHARGES THAT U.S., NATO WEAPONS
PLAY KEY ROLE IN TURKISH ABUSES**

William M. Arkin
Kathi L. Austin
Monica Schurtman
Frank Smyth
Consultants

In *Weapons Transfers and Violations of the Laws of War in Turkey*, a 179-
page report released today, Human Rights Watch charges that weapons supplied by

ADVISORY COMMITTEE

Ken Anderson
Nicole Ball
Frank Blackaby
Frederick C. Cuny
Ahmed H. Esa
Bill Green
Di Hua
Frederick J. Knecht
Edward J. Laurance
Vincent McGee
Janne E. Nolan
Andrew J. Pierre
David Rieff
Kumar Rupesinghe
John Ryle
Mohamed M. Sahnoun
Gary G. Sick
Thomas Winship

Turkey's NATO partners, especially the United States, play a central role in abuses
committed by Turkish security forces in their campaign to evacuate and burn Kurdish
villages in southeastern Turkey.

For the past eleven years, the government of Turkey has fought a bitter war
with insurgents of the Kurdistan Workers Party, the PKK. To date, the war's toll is
estimated at over 19,000 deaths, including some 2,000 death-squad killings of
suspected PKK sympathizers, two million internally displaced, and more than 2,200
villages destroyed, most of which were burned down by Turkish security forces. In
the report released today, Human Rights Watch charges that both Turkey and the

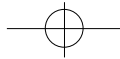
HUMAN RIGHTS WATCH

Kenneth Roth
Executive Director

PKK have committed grave abuses of international humanitarian law; that Turkey has
adopted increasingly brutal counterinsurgency measures to fight the PKK; that NATO

Cynthia Brown
Program Director

Holly J. Burkhalter



L'usage des armes occidentales contre les civils kurdes

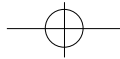
weapons play a key role in abuses committed by Turkish security forces; and that the Clinton administration, which is fully aware of Turkey's misuse of U.S. weaponry, has consistently refused to link arms transfers to improvements in Turkey's human rights record, and has downplayed Turkish violations for strategic reasons.

This report, which draws on investigations of twenty-nine incidents that occurred between 1992 and 1995, supplemented by interviews with former Turkish soldiers, U.S. officials and defense experts, for the first time links specific weapons systems to individual incidents of Turkish violations. The most egregious examples of Turkey's reliance on U.S. weaponry in committing abuses are its use of U.S.-supplied fighter-bombers to attack civilian villages and its use of U.S.-supplied helicopters in support of a wide range of abusive practices, including the punitive destruction of villages, extrajudicial executions, torture, and indiscriminate fire.

U.S. and NATO-supplied small arms, tanks, armored personnel carriers and artillery also play an important role. One particularly troubling example is the preference displayed by Turkey's special counterinsurgency forces, who are renowned for their abusive behavior, for U.S.-designed small arms such as the M-16 assault rifle and for British armored cars. Other Turkish forces, many of whom routinely engage in human rights abuses, rely on German-designed rifles and machine guns, Belgian rifle grenades, German-supplied armored personnel carriers, and a wide variety of other military products sold or donated by NATO governments.

Turkey has been a regular recipient of significant economic and military aid since it became a NATO member in 1952. Wealthy NATO members have both sold and donated a full range of weaponry to Turkey, including more than 500 combat aircraft, 500 combat helicopters, 5,000 tanks, and thousands of artillery pieces, mortars, machine guns and assault rifles. Studies indicate that Turkey was the largest weapons importer in the world in 1994. The United States has been Turkey's dominant arms supplier, currently providing Turkey with about 80 percent of the defense equipment used by the Turkish Armed Forces. Over the past decade, the U.S. Congress has appropriated \$5.3 billion in military aid (grants and loans to purchase weapons) to Turkey, making Turkey the third largest recipient of U.S. military aid, after Israel and Egypt. Germany has been Turkey's second largest supplier of arms, and other NATO suppliers have included Italy, France, the Netherlands, Belgium, the United Kingdom, Spain and Canada.

Although several NATO governments have occasionally protested Turkish policies, most have continued to supply Turkey with arms. The U.S. government has adopted a significantly less critical attitude toward Turkey than have other governments. Several NATO nations, and Germany in particular, have debated arms transfers to Turkey and examined Turkey's human rights practices. On more than one occasion, Germany has suspended arms sales to Turkey, including after receiving information from non-governmental organizations about the use of German-supplied weapons by Turkish counterinsurgency forces. Unlike the U.S., Germany applies strict conditions on the weapons it supplies Turkey, requiring that they not be used against the Kurds. At least four nations have at some point suspended military sales to Turkey because of its abuses in the conflict in the southeast: Denmark, the Netherlands, Norway and South Africa. But NATO itself has done nothing to set up oversight mechanisms to restrain Turkey's armed forces, many of which are integrated into NATO's operational structure and are slated for U.N.



L'usage des armes occidentales contre les civils kurdes

peacekeeping missions. In addition, powerful interests throughout Western Europe are pressing for Turkey's entry into a customs union with the European Union and have deflected opposition to the union based on Turkey's human rights record.

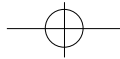
U.S. officials interviewed for this report indicated that they were fully aware of the abusive nature of Turkey's counterinsurgency campaign. One official told Human Rights Watch: "It's a scorched earth strategy, or very nearly so. They're eliminating the countryside in an effort to deny the guerrillas support." Another official said: "There's a lot of misery being caused by the village evacuations. It's being done in a very brutal way, and no provision is being made for the refugees."

The same officials have also stated unequivocally that U.S. weapons are predominant throughout Turkey's armed forces, and that consequently, they must play a role in the abuses that take place. "The majority of what their military has is from us, so of course U.S. weapons are involved in whatever it is they do," one official declared. But he claimed that obtaining concrete proof of the use of U.S. weapons in specific incidents was far more problematic: "The Turks won't tell us what they used in specific incidents, and of course we can't spy on them; they are our allies." Another official, who was involved in researching and writing a June 1995 State Department report on Turkey's use of U.S. weaponry, told Human Rights Watch that "the embassy is not an investigative body. If we start asking detailed questions and seeking detailed replies, we will be in trouble with the embassy and with our Turkish counterparts." He added that senior officials in the U.S. embassy in Ankara "made it very clear to all of us that we are not an investigative unit, and that we are not going to run around Turkey with cameras taking pictures."

U.S. officials attribute the unwillingness to criticize Turkey for human rights abuses to Turkey's role in the post-Cold War era. They claim that Turkey is NATO's "frontline" state, supports U.S. foreign policy in the Middle East, and shares the West's concern about Islamic fundamentalism. In June 1995, the Chairman of the Joint Chiefs of Staff, General John Shalikashvili, wrote a letter to the U.S. Congress urging U.S. lawmakers not to cut military assistance to Turkey because of its human rights record.

Rather than reining in weapons transfers to a human rights abuser, it appears that the Pentagon is more eager than ever to sell Turkey U.S. weapons, including M-60 tanks, helicopter gunships, cluster bombs, ground-to-ground missiles (ATACMS) and small arms. The U.S. is also involved in co-production agreements with the Turkish defense industry, most notably helping to build the F-16 fighter-bomber, which the U.S. State Department acknowledged in June may have been used indiscriminately to kill Kurdish civilians, and a new armored personnel carrier.

Despite having been denied access to southeastern Turkey, Human Rights Watch has documented that the PKK has committed substantial violations of the laws of war, including summary executions, indiscriminate fire and the intentional targeting of non-combatants. The bulk of the PKK's arsenal appears to have been purchased in arms bazaars scattered across Europe, the Middle East and Central Asia, including Antwerp, Hamburg, northern Iraq, and the former Soviet Union. The PKK reportedly raises money for weapons purchases through a variety of both peaceful and coercive methods, including voluntary contributions from sympathizers and



L'usage des armes occidentales contre les civils kurdes

The Human Rights Watch report is based on twenty-nine case studies of specific incidents of abuses that took place in southeastern Turkey in 1992-1995. The following are brief summaries of some of these cases:

April 1995

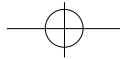
A former infantry soldier in the Turkish Army told Human Rights Watch of an April 19, 1995 incident in which a suspected PKK recruiter was shot, tortured, and then later summarily executed while in official custody. The killing followed the brutal beating of male villagers by Jandarma troops in the hamlet of Kuruçayır, connected to the village of Heybelikonuk in the Silvan district of Diyarbakır province, and the hamlet's burning by the security forces. The operation was overseen by the commander of security forces in the southeastern emergency region, General Hasan Kundakçı, who arrived in a U.S.-supplied Huey helicopter and carried a U.S.-designed M-16 assault rifle. The Jandarma forces involved in the incident used British-designed Land Rover Shorland armored patrol cars and German-designed G-3 assault rifles. The Turkish Army forces carried G-3 rifles and German-designed MG-3 light machine guns. (Case 1 in the report).

October 1994

The Tunceli province operation of autumn 1994 was especially fierce between the towns of Hozat and Ovacık. Prior to the operation, according to local residents, the Ovacık area contained some sixty villages; by the operation's end, they said, only eighteen remained intact. Human Rights Watch interviewed three witnesses from Ovacık district, two of whom were kidnapped by Turkish security forces to act as porters. From the witnesses' testimony, it appears that troops, backed by helicopters, destroyed the villages of Buzlutepe and Bilekli by aerial bombardment, burning and shell fire on October 4 and 5, 1994, killing six persons. The soldiers then burned down a number of other villages in the area during the following week. At no point during the events, the witnesses said, were the Turkish forces engaged by PKK guerrillas. From the witnesses' description, it appears that security forces used mortars, warplanes, air-launched bombs and U.S.-designed LAW anti-tank rockets to assist in the village destruction. The warplanes, bombs and helicopters were most probably U.S.-supplied; the LAWs were U.S.-designed, but probably produced locally; and the mortars were of undetermined origin. According to the witnesses, Army commando officers and some special force troops were armed with U.S.-designed M-16 infantry assault rifles, while rank-and-file soldiers carried German-designed G-3 rifles and MG-3 light machine guns. Several soldiers in each platoon were armed with U.S.-designed M-203 40mm grenade launchers mounted on M-16 rifles. (Case 14).

April 1994

On April 8, 1994, according to three witnesses interviewed by Human Rights Watch, village guards attacked the village of Kutlu, located in the Lice district of Diyarbakır province. The attack followed the village's failure to participate in local elections the week before. Kutlu, which was surrounded by three villages recruited into the village guards, had withdrawn its participation a year earlier from the government's rural paramilitary system. According to the



L'usage des armes occidentales contre les civils kurdes

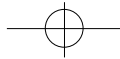
witnesses, the village guards shot and killed six villagers, including one seventy-eight-year-old man and two children aged fourteen and eleven. Three more were wounded by gunfire, and another thirty were badly injured from beatings. Thirty-three homes were burned, and both the male and female villagers were severely mistreated. At one point during the raid Kutlu was visited by Jandarma troops based in a post three kilometers away, who arrived in armored vehicles. The troops, supported by three helicopters, at least one of which landed near the village, acted in support of the village guards—rather than arresting them or questioning their actions. The troops loaded dead bodies into the trucks, left the wounded in the village, and then withdrew, leaving Kutlu under the control of the village guards. The village guards used AKM assault rifles, most probably supplied to Turkey by Germany from East German stocks. The Jandarma used unidentified armored vehicles and undetermined small arms. The helicopters used in the incident were probably U.S.-supplied. (Case 4).

March 1994

On March 26, 1994, according to five witnesses interviewed by Human Rights Watch, two Turkish fighter-bombers dropped four large bombs on the village of Kuşkonar in Şırnak province. The bombs were dropped after a helicopter overflight and after the fighter-bombers made an initial dry run over the village. There is little question, therefore, that the bombing was deliberate. Two of the bombs landed directly in the middle of the village, then inhabited by about 150 civilians. Twenty-four villagers were killed, including twelve children aged fifteen and under. Seven of the bodies were so badly mangled they were unrecognizable except for the remaining shreds of clothing. The reasons for the bombing remain unclear. According to witnesses, there were no PKK fighters in the village at the time of the bombing, but for several days prior to the attack villagers had been under intense pressure from the government to join the village guard system, and there is also some indication that the villagers were planning to boycott the local elections, scheduled for the following week. According to the U.S. State Department, the Turkish authorities denied responsibility for the raid when asked; the U.S. government said in its June 1995 report to Congress, however, that its personnel “have determined that raids did take place and that some civilians were killed.” According to Turkish human rights groups, at least four additional air raids took place in the same area during March 24-26, 1994, killing an additional eighteen persons. All the names of the dead are available. A helicopter, most probably of U.S. origin, was used to overfly Kuskanar village before the air bombardment. Then two warplanes, most probably U.S.-supplied, dropped four bombs, again most probably U.S.-supplied, onto the village. According to the U.S. State Department, at least four F-16s were reportedly involved. In the attack on Sapaca, five or six F-16s were probably involved. (Case 3).

October 1993

On October 22, 1993, according to five witnesses interviewed by Human Rights Watch, a large military force, supported by heavy artillery, armored vehicles, tanks, helicopters and aircraft, attacked the village of Zengök (Turkish name: Yörecik), located in Muş province. The security force raid was apparently part of a large operation in retaliation for an earlier PKK attack on a Jandarma post near the village of Altınova, in which one officer and several soldiers were killed. In addition, villagers had been ordered to evacuate Zengök a week earlier, because of their



L'usage des armes occidentales contre les civils kurdes

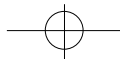
suspected support for PKK guerrillas active in the area. The village was burned and then shelled by a ground-based force. Later, it was bombed and strafed from the air by helicopters and aircraft. All of the villagers' livestock were killed, but no villagers were killed in the initial assault. Five villagers who returned to Zengök the next day, however, were killed; witnesses later found them burned in their home. They had apparently burned to death while bound together by electric cable and chain. Aircraft, helicopters, heavy weapons (artillery or mortars), and tanks were used to destroy Zengök. Armored personnel carriers and transportation vehicles were used to take troops to the scene. The make of the helicopters and aircraft is unknown, but both were most probably U.S.-supplied. The make of the artillery, mortars, armored personnel carriers and tanks used is unknown, but it is likely that some were U.S.-supplied. The tanks were most probably U.S.-supplied M-48s or M-60s. The identity of the small arms used by the troops is unknown. (Case 24).

February 1993

On February 21, 1993, according to a witness interviewed by Human Rights Watch, Turkish troops, some of whom arrived by helicopter, raided and burned down the village of Ormaniçi, located in the mountains of Güçlükönak district in Şirnak Province. The raid was part of a retaliation for an earlier PKK ambush during which one Jandarma trooper was killed. After being forced to lie in the snow for over eight hours, the witness, together with six other villagers, one of whom was a child, was taken to a nearby Army base. After several days in freezing temperatures in a room exposed to the weather, the witness and four others developed frostbite and gangrene. The prisoners were then taken by helicopter to a larger military base in Şirnak town. One villager eventually died, and four, including both the witness and the child, had their feet amputated. Several transport helicopters, most probably of U.S. origin, were used in the operation. The identity of the small arms used is unknown. (Case 19).

August 1992

According to a former soldier interviewed by Human Rights Watch, U.S.-supplied arms, including tanks, armored personnel carriers, helicopters and small arms played a key role in an assault by Turkish security forces on the town of Şirnak on August 18-20, 1992. The attack, described by diplomatic sources as a disproportionate and overly harsh military response to a small-scale PKK attack, led to the deaths of twenty-two civilians, the wounding of over sixty non-combatants, widespread destruction of civilian structures, and the wholesale flight of the town's 25,000 residents. Some civilians may have been the victims of summary executions. In addition to the civilian casualties, four security force personnel were killed in the fighting. The Şirnak incidents were part of an attempt by Turkish security forces to crush support for the PKK in the urban areas along Turkey's southeastern border with Iraq, which was especially strong during late 1991 and 1992. The witness identified troops as using U.S.-made M-48 tanks, M-60 tanks, M-113 armored personnel carriers, and U.S.-designed M-16 rifles and LAW anti-tank rockets. He also said 105 mm artillery or mortars were used, which may have been of U.S. or Turkish origin. Other unidentified armored and soft-skinned vehicles were also used, he said. Many soldiers, including the witness, carried a German-designed G-3 assault rifle, while a few carried the German-designed MG-3 light machine guns. During part of the assault Turkish helicopters, most probably U.S.-supplied systems for transport or reconnaissance, hovered over the city. (Case 28).



L'usage des armes occidentales contre les civils kurdes

The New York Times, October 17, 1995

America Arms Turkey's Repression

Turkey lags behind only Israel and Egypt in receipt of U.S. military aid. Washington has approved \$7.8 billion in military sales to Turkey in the last decade, and has provided grants or loans to cover most of it. This year, unless dramatic events take place in the current House-Senate conference, Turkey will get \$320 million in U.S. credits to finish production, in Turkey, of F-16 fighter planes. America has traditionally used such aid to maintain its friendship with a strategically crucial ally, but the aid is now being used to prolong a war that both destabilizes Turkey and betrays American values.

The State Department has acknowledged that Turkey is using the F-16s and other American weapons to strafe Turkish villages in its war against a Kurdish guerrilla group, killing thousands of civilians and leaving millions homeless. Washington should end the sale of weapons used in the war, and condition further military aid and sales on Turkish respect for human rights.

One-fifth of Turks are Kurdish, a minority so repressed that its members are forbidden to speak Kurdish in many public settings. In 1984 the Marxist Kurdish Workers Party, or PKK, began a brutal civil war, killing many civilian officials and Kurdish opponents. The government responded with an even more brutal campaign to bomb and burn Kurdish villages. It has prosecuted even peaceful Kurdish politicians, writers and human rights workers whose only crime was describing the human rights violations. An American reporter for Reuters, Aliza Marcus, may be sentenced to three years in jail for her reporting from Kurdish areas. The PKK is weak, but the government has made little progress toward winning the war. Polls show that Turks overwhelmingly favor a political settlement.

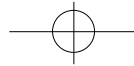
Turkey's human rights record has caused several European countries to cut off military relationships (although Germany just resumed aid) and has so far denied Turkey coveted membership in the European Union. But the White House has allowed Turkish troops to pursue the PKK into Kurdish areas of Iraq that America protects against Saddam Hussein. The incursions have killed many civilian Kurds.

Since the Turks' war against the PKK escalated in 1992, U.S. military aid has escalated as well. Washington now provides 85 percent of Turkey's arms imports and 90 percent of its military aid. Despite the efforts of Senator Patrick Leahy and Representative John Edward Porter to curtail aid, Congress has not yet managed to block or place conditions on substantial amounts of Turkish military aid.

Turkey has escaped a cutback because of its strategic importance. America depends on military bases in Turkey, and wants Turkey to spread its moderate brand of Islam to Central Asia and its pro-Western views in the Balkans and the Middle East. The Turkish government and the Clinton administration argue that any cuts in arms transfers would weaken and radicalize Turkey. But the war itself poses a greater threat to Turkey's stability and prosperity. The Islamic party, a relatively moderate one, gained support after a ban on Kurdish parties left it as the only non-mainstream alternative.

Any further aid should carry human rights conditions that would promote a political solution to a war that has undermined democracy, boosted the power of the military, drained the economy and divided Turkey from its European allies. Placing such conditions on assistance would also reduce America's complicity in Turkey's repressive internal war.

—THE NEW YORK TIMES.



Points de vue Allemands sur la démocratie

Madame le Premier ministre est une piètre politique

Fort comme un (militaire) turc, faible comme Tansu Çil

Nommée chef du gouvernement en 1993 parce qu'elle donnait de la Turquie une image féminine et moderne, le Premier ministre a multiplié les échecs et perdu toute indépendance, au profit de l'armée.

Birgit Cerha
DIE ZEIT - HAMBURG

Aussi télégénique et charmante soit-elle, Tansu Çiller est une lutteuse. *"La plus belle Première ministre au monde"* – pour reprendre les termes utilisés par le quotidien à grand tirage *Hürriyet* lors de son accession à la tête du gouvernement, en 1993

(...)

Il y a moins de deux ans, les Turcs fêtaient dans la liesse la première femme accédant au pouvoir dans cette République patriarcale. *"Nous avons changé l'histoire de la Turquie"*, exultait M^{me} Çiller le 13 juin 1993, après que les délégués du Parti de la juste voie (DYP) l'eurent choisie comme chef du gouvernement. Cette femme dynamique aux allures d'adolescente a fait souffler un vent frais sur les structures poussiéreuses de son parti et du gouvernement d'Ankara. Son élection, commenta alors le libéral *Milliyet*, *"signifie que la société veut le changement"*.

La société voulait, en l'occurrence, prendre ses distances avec ces "figures de père" traditionnelles

d'un monde dominé par les hommes. Quelques délégués du DYP ont avoué par la suite qu'ils n'avaient pas élu M^{me} Çiller pour ses capacités politiques, mais parce qu'ils voulaient donner à leur parti en-croûté, et même à la Turquie tout entière, une image de marque moderne, attrayante, pro-occidentale. De fait, cette femme émancipée personnifiait la volonté d'avoir une place en Europe.

"Lady Tansu", comme on appelait gentiment cette femme élégante aux cheveux châtain, faisait grande impression. Née en 1947 dans une famille aisée d'Istanbul, elle a suivi des études de sciences économiques à l'université Yale aux Etats-Unis. Dès l'adolescence, Tansu a montré son extraordinaire capacité à s'imposer. A dix-sept ans, elle a convaincu son fiancé d'adopter son nom à elle et répondu ainsi au désir ardent de son père, qui n'avait pas de progéniture mâle. Avec son mari, homme d'affaires et banquier, cette mère de deux garçons possède un solide patrimoine, estimé à 50 millions de dollars.

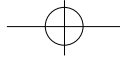
Elle n'est entrée en politique qu'en 1989, lorsque l'actuel président Demirel, à l'époque encore dans l'opposition, l'a intégrée dans son équipe comme conseillère économique. Un an plus tard, après la victoire électorale du DYP, Tansu

L'interminable guerre contre les Kurdes engloutit chaque année plus de 8 milliards de dollars

Çiller devenait ministre d'Etat chargée des questions économiques. Mais, après son ascension fulgurante, l'étoile de M^{me} Çiller a très vite commencé à pâlir. Dans son domaine de prédilection – l'économie –, sa crédibilité s'effrite de plus en plus. A son accession au pouvoir, elle avait promis de réduire de moitié en quelques mois une inflation qui s'élevait à 71 %. Au lieu de cela, la hausse des prix a atteint en janvier dernier un record historique : plus de 150 %. Son programme d'austérité annoncé en 1994 n'a pas eu, jusqu'à présent, les effets escomptés. Sa libéralisation économique a renforcé les antagonismes sociaux et fait grimper de manière alarmante le chômage. Rien qu'en 1994, plus de 500 000 personnes ont perdu leur emploi.

Les salaires réels sont en baisse, les problèmes sociaux en hausse, l'impatience des ouvriers grandissante. La crise s'accroît du fait de l'interminable guerre contre les Kurdes qui, chaque année, engloutit plus de 8 milliards de dollars. Le sentiment de frustration parmi les déshérités nourrit le désir d'un changement radical et pousse de plus en plus de Turcs dans les bras du Refah (Parti de la prospérité, islamique). Même les milieux d'affaires ne cachent plus la déception que leur inspire cette économiste si fermée aux conseils des experts.

L'étonnante naïveté politique de M^{me} Çiller transparait régulièrement. Ainsi, fraîchement arrivée au pouvoir en 1993, elle déclare : *"L'armée m'aime"* – une armée qui, en soixante ans, s'est pourtant emparée trois fois des rênes pour sauver l'héritage d'Atatürk. Très rapidement, de l'avis même de nombreux commentateurs



Points de vue Allemands sur la démocratie

turcs, elle se lance dans une "fineste alliance" avec l'armée. Mme Çiller a noué d'étroites relations avec le chef de l'état-major, Dogan Güres, qui ont profondément irrité beaucoup de démocrates. Jusqu'à son départ en retraite l'automne dernier, c'est le général Güres qui a apporté le plus fort soutien politique au Premier ministre, lorsqu'elle s'est trouvée sous les feux croisés de la contestation.

A l'arrière-plan, le pouvoir et l'influence des officiers se sont de nouveau renforcés. Mme Çiller a laissé le champ libre aux forces armées, notamment pour ce qui est de la question kurde. A son avènement, elle avait promis d'"embrasser" les 12 millions de Kurdes "avec l'amour d'une mère", de faire la différence entre la

guérilla du PKK et le peuple. Depuis, un plan d'autonomie sur le modèle du Pays basque en Espagne a fini dans les tiroirs, tout comme un programme de développement, avorté, destiné à combattre l'effroyable pauvreté dans le Sud-Est anatolien. Mme Çiller s'est ralliée aux nationalistes ultras au sein de l'armée.

Ceux-ci ne voient dans la question kurde qu'un "problème de terreur", qui ne se résoudra que par la force. Le chef du gouvernement a donc fait marche arrière sur toutes les timides tentatives d'ouverture. Les associations culturelles et les journaux kurdes sont interdits. Avec une grande fierté, Mme Çiller a déclaré l'an dernier qu'elle avait évacué du Parlement "d'un coup de

pied" les députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP), qu'elle a ensuite interdit. Depuis, cinq d'entre eux ont été condamnés pour "séparatisme" à des peines allant jusqu'à quinze ans de prison.

Les promesses de garantir davantage de liberté aux citoyens ont été oubliées, les entorses aux droits de l'homme se sont multipliées sous son régime à un degré jamais connu sous aucun gouvernement civil précédent. Sur les questions sécuritaires et à l'égard des Kurdes, Mme Çiller a perdu toute influence. Son manque de vision politique, sa faiblesse en tant que leader et, en partie aussi, les profondes dissensions qui déchirent son parti promettent à la Turquie, secouée par les crises, un avenir peu stable. ●

COURRIER INTERNATIONAL N° 232

DU 13 AU 19 AVRIL 1995

UNION EUROPÉENNE

Cette Turquie-là n'est pas

de notre monde

Comment l'Union européenne peut-elle s'y prendre avec une Turquie qui sape jour après jour ses propres revendications d'appartenance à l'Europe ? C'est une question que ne peuvent manquer de se poser ceux-là mêmes qui envisageaient des liens plus étroits entre Bruxelles et ce pays perçu comme rempart des valeurs occidentales face au fondamentalisme islamique, avant-poste de la démocratie, passerelle vers l'Orient et, enfin, facteur de stabilisation dans une région en effervescence.

Aujourd'hui, la Turquie est tout sauf un facteur de stabilité ou un phare des principes occidentaux. Le "professeur d'économie" Tansu Çiller l'a plongée dans une crise économique grave, avec une inflation de 150 %, une croissance négative, un budget de l'Etat pléthorique. Idéologiquement, le pays est de plus en plus la proie des fondamentalistes. Politiquement, c'est une semi-démocratie qui vit à l'ombre pesante des militaires. Socialement, elle est le théâtre de clivages profonds. Or la politique kurde du gouvernement empoisonne tout : la politique, l'économie et la société.

L'expérience l'a depuis longtemps démontré : quand on a pour seul outil un marteau, tous les problèmes deviennent des clous. Quand l'imagination politique fait défaut, l'armée a les mains libres. Qu'en est-il de l'enseignement du kurde, des émissions de radio et de télévision en kurde, de la reconnaissance du kurde comme langue administrative et juridique ? Quelques timides tentatives avaient été ébauchées au temps de la présidence de Turgut Özal (1989-93). Le pou-

voir actuel, lui, ne veut pas en entendre parler. Il préfère employer la force. Le bilan des dix dernières années est décourageant : 15 000 morts, 2 000 villages rasés, 2 millions de Kurdes déplacés, des centaines d'opposants disparus sans laisser de traces, des peines pour délit d'opinion infligées à des députés élus, la moitié de l'armée engagée dans le combat contre les Kurdes, un cinquième du budget de l'Etat englouti par la guerre. Comme il n'y a aucune alternative légale [au nationalisme kurde], les rangs du PKK grossissent sans cesse. Et, en appliquant une politique contraire aux droits de l'homme, on finit par violer sciemment ces mêmes droits, en intervenant avec 35 000 hommes sur le territoire d'un pays voisin, l'Irak. Quelle absurdité ! Cette zone d'exclusion établie par l'Occident pour les Kurdes au nord de l'Irak et dont le survol est interdit aux Irakiens, les Turcs peuvent la bombarder sans être condamnés ! L'Europe ne peut pas, ne doit pas accepter cela. Il est juste d'interrompre toute livraison d'armes à la Turquie - car il est évident qu'elle ne fait plus l'objet d'aucune menace extérieure. Il faut paralyser la ratification du traité d'union douanière signé en mars dernier. De même, il est essentiel de forcer la Turquie à respecter des réglementations civilisées en termes de droit des minorités, comme l'Union européenne a persisté à le faire avec les pays d'Europe de l'Est. Et si tout cela n'y change rien, pourquoi ne pas envisager une exclusion du Conseil de l'Europe ou même une suspension du statut de membre de l'OTAN ?

Theo Sommer DIE ZEIT - HAMBURG